

Art. 37. Het bedrag van de aanneming, dat in aanmerking komt voor de toelage, omvat de volgende posten :

1° het totaal bedrag verschuldigd aan de aannemer, met aftrek van de niet-subsidieerbare posten van de inschrijving en van de niet-aanvaarde afrekeningen en wijzigende werken, maar met inbegrip van de contractuele herzieningen in verhouding tot het subsidieerbaar bedrag zoals deze voortvloeien uit de toepassing van het bijzonder bestek dat de gesubsidieerde aanneming regelt, en voor zover dit document het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande goedkeuring van het College zoals voorzien in de artikelen 24 tot 27;

2° het bedrag van de belasting op de toegevoegde waarde;

3° het bedrag van de algemene kosten, welke forfaitair zijn vastgesteld op 7 percent van het totaal van de bedragen hernomen sub 1° en 2°;

4° de kostprijs van de eventuele geotechnische proeven;

5° de kostprijs van de eventuele aansluitingen op het gas-, water- en elektriciteitsnet, voor zover deze zijn uitgevoerd door de verdeelmaatschappijen.

Art. 38. Het College hecht zijn goedkeuring aan de eindafrekening van de aanneming en neemt desgevallend de beslissing tot het verlenen van een bijkomende toelage.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 39. Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de toelagen voor de aankoop, de bouw, de renovatie, de inrichting, de uitrusting, de uitbreiding en de meubilering van sommige centra, diensten, huizen, instellingen of initiatieven van beschut wonen die ressorteren onder het beleid van sociale acties, gezinnen en gezondheid treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 40. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 41. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Acties en Gezinnen en het Lid van het College bevoegd voor Gezondheid zijn belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 14 april 2005.

Voor het College :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College en belast met Gezondheid en Openbaar Ambt

E. KIR,

Lid van het College belast met Sociale Acties, Gezinnen en Sport

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 2151

[S - C - 2005/31286]

14 JUILLET 2005. — Arrêté 2005/258 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37, 38, 64 et 70;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 juillet 2002, 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004 et 29 avril 2004;

Vu l'avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et à la Santé, donné le 23 mars 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juin 2005;

Vu l'accord de la membre du Collège de la Commission communautaire française chargé du Budget, donné le 17 juin 2005;

Vu l'urgence motivée par le fait que les institutions doivent pouvoir effectuer la facturation des participations financières, étant donné la rétroactivité de l'arrêté au 1^{er} janvier 2005;

Vu l'avis 38.704/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les dispositions en vigueur en 2004 en matière de contributions financières des personnes handicapées à leur prise en charge au sein d'un centre de jour ou d'un centre d'hébergement contiennent des modalités d'application peu sûres sur le plan juridique;

Considérant que ces dispositions risquent de mettre en péril la situation budgétaire du Service bruxellois francophone des personnes handicapées;

Sur la proposition de la Membre du Collège en charge de la politique d'aide aux personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. La section 6 « Contribution financière » du chapitre III « Subventionnement » de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 6. — Contribution financière

Art. 50. Le centre perçoit le montant de la contribution financière auprès de la personne handicapée dans le respect des taux, des réductions et des modalités prévues à la présente section.

Art. 51. § 1^{er}. Le centre de jour perçoit auprès de la personne handicapée une contribution financière mensuelle fixée comme suit :

- a) lorsqu'elle est âgée de moins de 21 ans : 84 €;
- b) lorsqu'elle est âgée de 21 ans et plus : 164 €.

A cette contribution financière mensuelle s'ajoute, s'il y a lieu, une contribution financière forfaitaire pour frais de transports, pour les personnes à partir de 21 ans seulement, fixé comme suit :

- a) à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale. 42 €;
- b) à l'extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale : 60 €.

§ 2. En fonction de la présence hebdomadaire indiquée dans la convention personnalisée, la contribution financière globale est réduite par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus.

Art. 52. § 1^{er}. Les montants prévus à l'article 51 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence ouvrables du mois suivants :

- a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents à raison d'un maximum de 12 jours ouvrables par an;
 - b) les jours d'absences justifiés par un certificat médical;
 - c) les jours d'absences justifiés par un certificat d'hospitalisation;
 - d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire de placement;
 - e) les jours d'absences justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours ouvrables;
 - f) les jours d'absences pour les vacances à raison de 24 jours ouvrables par an pour les adultes non scolarisés et à raison des vacances scolaires pour les autres;
 - g) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration;
 - h) les jours d'absences dans le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève;
 - i) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal;
 - j) les journées pédagogiques prévues dans le projet collectif du centre;
- selon la formule suivante : $A - 90\% \text{ de } \frac{(A \times B)}{C}$

où :

A = la contribution financière prévue à l'article 51;

B = le nombre de jours d'absence ouvrables du mois tels que précisés au présent article;

C = le nombre de jours ouvrables du mois considéré.

§ 2. La personne handicapée âgée de moins de 21 ans obtient sur le montant calculé au § 1^{er} une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans son avertissement-extrait de rôle ou celui de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 €. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

§ 3. La personne handicapée de 21 ans et plus bénéficie sur le montant obtenu au § 1^{er} d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à 750 €.

Art. 53. Le centre d'hébergement perçoit auprès de la personne handicapée une contribution financière fixée comme suit :

§ 1^{er}. Pour une personne handicapée qui bénéficie exclusivement d'allocations familiales ou de prestations familiales garanties, la contribution financière est due par mois de prise en charge et correspond aux 2/3 des allocations perçues majorées des suppléments d'âge et éventuellement du chef de l'existence d'un handicap. Est assimilée la personne handicapée qui, par son statut, ouvrirait le droit aux allocations familiales, mais n'en bénéficie pas.

S'il s'agit d'un orphelin, de l'enfant d'un travailleur invalide, de l'enfant d'un pensionné ou de l'enfant d'un chômeur de plus de 6 mois, la contribution financière est la même que celle qui serait la sienne s'il n'appartenait pas à l'une de ces catégories.

§ 2. Pour une personne handicapée non scolarisée à partir de 21 ans, la contribution financière est fixée à 800 € par mois de prise en charge. Sont assimilées la personne handicapée de moins de 21 ans qui, par son statut, n'ouvre pas le droit au bénéfice d'allocations familiales, ainsi que la personne handicapée de 21 ans et plus, scolarisée, qui bénéficie d'un revenu complémentaire.

Art. 54. § 1^{er}. Les montants prévus à l'article 53 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence du mois suivants :

- a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents à raison d'un maximum de 12 jours par an;
- b) les jours d'absences justifiés par un certificat médical;
- c) les jours d'absences justifiés par un certificat d'hospitalisation;
- d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire de placement;
- e) les jours d'absences justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours;
- f) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration;
- g) les jours d'absences dans le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève;

h) les jours d'absence pendant les week-ends et les jours fériés, le week-end s'étendant du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étendant de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures;

i) les jours d'absence durant les périodes de vacances scolaires pour la personne handicapée âgée de moins de 21 ans ou âgée de plus de 21 ans et scolarisée;

j) les jours d'absence pour vacances de la personne handicapée à partir de 21 ans et non scolarisée à raison de maximum 24 jours ouvrables par an;

k) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal;

selon la formule suivante : $A - 90\% \text{ de } \frac{(A \times B)}{C}$

où :

A = la contribution financière prévue à l'article 53;

B = le nombre de jours d'absence du mois tels que précisés au présent article;

C = le nombre de jours du mois considéré.

On entend par jour d'absence, toute absence de 24 heures consécutives.

§ 2. La personne handicapée bénéficiaire d'allocations familiales obtient sur le montant calculé au § 1^{er} une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 €. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

§ 3. Pour la personne handicapée non scolarisée à partir de 21 ans, le montant calculé au § 1^{er} est réduit au montant résultant de la différence entre les revenus mensuels et la somme d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens et des contributions financières dues en raison de son inscription dans un autre centre ou service agréé et subventionné par un pouvoir public dans le cadre de l'aide aux personnes handicapées.

Une somme minimale de 146 € par mois reste à la disposition de la personne handicapée. Pour les travailleurs, cette somme est portée à un tiers du salaire mensuel net sans pouvoir être inférieur à 191 €.

Art. 55. La personne handicapée accueillie à la fois dans un centre de jour et dans un centre d'hébergement agréés par la Commission communautaire française ou par un autre pouvoir public contribue uniquement à sa prise en charge au centre d'hébergement.

Art. 56. § 1^{er}. Pour une personne handicapée visée aux articles 52, § 2 et 54, § 2, la réception par sa famille d'un nouvel avertissement-extrait de rôle entraîne sa communication immédiate au centre aux fins de révision éventuelle de la contribution financière pour une année civile entière.

§ 2. A titre exceptionnel, pour les personnes handicapées visées aux articles 52, § 2 et 54, § 2, s'il est constaté que la contribution financière d'une personne handicapée ne pourra être payée suite à une modification de la situation fiscale telle que les revenus disponibles de la famille ouvrent manifestement le droit à une réduction de la contribution financière, celle-ci lui est accordée. Cette réduction n'est plus accordée dès l'extinction du motif ayant justifié son octroi.

§ 3. En cas de versement d'arriérés de revenus, la contribution financière d'une personne handicapée sera corrigée avec effet rétroactif sur la période concernée et au prorata de sa présence dans le centre.

§ 4. Les centres adressent mensuellement à la personne handicapée ou à son représentant légal le décompte de sa contribution financière correspondant à la prise en charge et aux absences au cours du mois précédent.

En outre, pour les personnes handicapées non scolarisées à partir de 21 ans qui fréquentent un centre d'hébergement, selon les situations individuelles, ce décompte intègre :

a) chaque mois : les revenus perçus, la pension alimentaire due, les loyers, les remboursements hypothécaires, les autres contributions financières de la personne hébergée, l'argent de poche;

b) une fois par trimestre : les frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques;

c) une fois par an : les frais d'administrateurs de biens,

conformément aux dispositions des articles 52, § 3 et 54, § 3, du présent arrêté.

§ 5. Les éléments justificatifs des décomptes des contributions financières sont consignés au centre dans le dossier individuel de chaque personne handicapée.

Art. 57. § 1^{er}. Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et d'accueil ou d'activités des personnes bénéficiaires.

§ 2. Dans un centre d'hébergement, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;

b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;

c) les frais d'aides techniques;

d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur;

e) Les frais d'achat de vêtement et de chaussures y compris la réparation;

f) Les accessoires de toilette;

g) Les frais extérieurs de toilette et de soins.

§ 3. Dans un centre de jour, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;

b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;

c) les frais d'aides techniques;

d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur.

Art. 58. Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière conformément aux modalités prévues dans la convention de prestations personnalisée, les frais exposés en vue d'assurer à la personne accueillie ou hébergée, à sa demande, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs qui n'entrent pas dans leur projet collectif.

Art. 59. Dans les trois mois qui suivent la date d'envoi du décompte mensuel visé à l'article 56 du présent arrêté, le centre adresse à la personne handicapée ou à son représentant légal deux rappels écrits dont le dernier par recommandé avec accusé de réception et copie à l'administration.

Art. 60. Les pièces justificatives relatives aux contributions financières doivent être introduites auprès de l'administration sur une base annuelle au plus tard le 30 juin de l'année suivante. L'administration en fixe le contenu. »

Art. 3. A l'article 20 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002 et 1^{er} avril 2004, un point 6. libellé comme suit est inséré :

« 6. un volet relatif aux contributions financières. »

Art. 4. A l'article 71 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002 et 1^{er} avril 2004, les mots « Les montants repris aux articles 44, 46, 49, 51 et 52 » sont remplacés par les mots « Les montants repris aux articles 44, 46, 49, 51, 52 et 53 ».

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Art. 6. La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2005.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,

Président du Collège

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 2151

[S - C - 2005/31286]

14 JULI 2005. — Besluit 2005/258 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning en de subsidies aan dagcentra en aan verblijfscentra voor gehandicapte personen

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen, en meer bepaald artikelen 36, 37, 38, 64 en 70;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning en de subsidie aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen, zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002, 28 november 2002, 1 april 2004 en 29 april 2004;

Gelet op het advies van de afdeling « gehandicapte personen » van de Brusselse Franstalige adviserende raad voor bijstand aan personen en gezondheid, gegeven op 23 maart 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juni 2005;

Gelet op de instemming van het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Begroting, gegeven op 17 juni 2005;

Gelet op de dringende noodzaak gemotiveerd door het feit dat de instellingen de facturatie van de financiële participaties moeten kunnen uitvoeren, gelet op de terugwerkende kracht van het besluit van 1 januari 2005;

Gelet op advies 38.704/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2005, in toepassing van artikel 84, § 1, alinea 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de in 2004 van kracht zijnde bepalingen op het gebied van financiële bijdragen van de gehandicapte personen aan hun verzorging in een dagcentrum of in een verblijfscentrum modaliteiten inhouden die op juridisch vlak onzeker zijn;

Overwegende dat deze bepalingen de budgettaire situatie van de Brusselse Franstalige dienst voor gehandicapte personen in gevaar dreigen te brengen;

Op voordracht van het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Afdeling 6 « Financiële bijdrage » van hoofdstuk III « Subsidiëring » van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning en de subsidies van de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen, zoals gewijzigd, wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Afdeling 6. — Financiële bijdrage

Art. 50. Het centrum int het bedrag van de financiële bijdrage bij de gehandicapte persoon met naleving van de tarieven, kortingen en modaliteiten die in deze afdeling voorzien zijn.

Art. 51. § 1. Het dagcentrum int bij de gehandicapte persoon een maandelijks financiële bijdrage die als volgt is vastgesteld :

- a) wanneer de persoon jonger is dan 21 jaar : 84 euro;
- b) wanneer de persoon 21 jaar en ouder is : 164 euro.

Zo nodig wordt aan deze maandelijks financiële bijdrage een forfaitaire bijdrage toegevoegd voor vervoerkosten enkel voor personen vanaf 21 jaar, als volgt vastgesteld :

- a) binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 42 euro;
- b) buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 60 euro.

§ 2. Volgens de wekelijkse aanwezigheid aangeduid in de persoonlijke overeenkomst, wordt de globale financiële bijdrage met een tiende verminderd op basis van de voorziene halve dagen van afwezigheid.

Art. 52. § 1. De bij artikel 51 voorziene bedragen worden verminderd om rekening te houden met het aantal wekdagen van afwezigheid in de volgende maand :

- a) afwezigheidsdagen verantwoord door de begunstigde of zijn familieleden met een maximum van 12 wekdagen per jaar;
 - b) afwezigheidsdagen verantwoord door een medisch attest;
 - c) afwezigheidsdagen verantwoord door een hospitalisatieattest;
 - d) afwezigheidsdagen verantwoord door een rechterlijke beslissing tot plaatsing;
 - e) afwezigheidsdagen verantwoord zoals vermeld bij artikelen 29 en 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 wekdagen;
 - f) afwezigheidsdagen voor vakantie à rato van 24 wekdagen per jaar voor volwassenen die niet naar school gaan en à rato van schoolvakantieperiodes voor de overigen;
 - g) afwezigheidsdagen verantwoord door een collectief evenement dat de onmogelijkheid met zich meebrengt zich naar het centrum te begeven mits de instemming van de administratie;
 - h) afwezigheidsdagen in de maand waarin de overeenkomst van persoonlijke prestaties begint of afloopt;
 - i) sluitingsdagen van het centrum als gevolg van het overbrengen van een wettelijke feestdag;
 - j) pedagogische dagen voorzien in het collectief plan van het centrum;
- volgens deze formule : $A - 90\% \text{ van } \frac{(AxB)}{C}$

waarin :

A = de financiële bijdrage voorzien bij artikel 51;

B = het aantal wekdagen van afwezigheid in de maand zoals gepreciseerd in dit artikel;

C = het aantal wekdagen van de maand in kwestie.

§ 2. De gehandicapte persoon die minder dan 21 jaar oud is verkrijgt op het bedrag berekend in § 1 een vermindering van 50 % gedurende een bepaald jaar indien het globaal belastbaar inkomen van het gezin minus de vrijgestelde quotiteit en verhoogd met een eventueel belastbaar inkomen dat duidelijk vermeld is op zijn aanslagbiljet of dat van zijn gezin met betrekking tot het op twee jaar laatste jaar lager is dan 9.000 euro. De gehandicapte persoon heeft geen recht op vermindering indien de titularis van de in beschouwing genomen inkomens eigenaar is van onroerende goederen die niet de onroerende goederen zijn die als persoonlijke woning worden gebruikt of elk ander onroerend goed dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt.

§ 3. De gehandicapte persoon van 21 jaar en ouder beschikt op het bij § 1 verkregen bedrag over een vermindering van 50 % indien zijn maandelijks inkomen lager is dan 750 euro, na aftrekking van een eventueel alimentatiepensioen, medische, paramedische en farmaceutische kosten verantwoord door een medisch voorschrift en opgenomen in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg voor zover deze betrekking hebben op de prestaties uitgevoerd gedurende een periode van werkelijke aanwezigheid van de gehandicapte persoon in het centrum, van kosten van goederenbeheerder en van de huren of terugbetalingen van hypotheekleningen.

Art. 53. Het verblijfcentrum int bij de gehandicapte persoon een financiële bijdrage die als volgt wordt vastgesteld :

§ 1. Voor een gehandicapte persoon die uitsluitend kinderbijslag of gegarandeerde gezinsprestaties ontvangt, is de financiële bijdrage per maand verzorging verschuldigd en stemt deze overeen met 2/3 van de ontvangen allocaties verhoogd met supplementen wegens leeftijd en eventueel uit hoofde van het bestaan van een handicap. De gehandicapte persoon die door zijn status een recht op kinderbijslag zou hebben maar er geen gebruik van maakt wordt als geassimileerd beschouwd.

Indien het om een wees, het kind van een invalide werknemer, het kind van een gepensioneerde persoon of van een persoon die langer dan 6 maanden werkloos is gaat, dan is de financiële bijdrage dezelfde als de bijdrage die hij zou ontvangen als hij niet tot een van deze categorieën zou horen.

§ 2. Voor een gehandicapte niet schoolgaande persoon vanaf 21 jaar, wordt de financiële bijdrage op 800 euro per maand verzorging vastgesteld. Worden geassimileerd de gehandicapte persoon van minder dan 21 jaar die door zijn status geen recht heeft op kinderbijslag evenals de gehandicapte schoolgaande persoon van 21 jaar en ouder die over een bijkomend inkomen beschikt.

Art. 54. § 1. De bedragen die voorzien zijn in artikel 53 worden verminderd teneinde rekening te houden met het aantal dagen van afwezigheid van de volgende maand :

- a) afwezigheidsdagen verantwoord door de begunstigde of zijn familieleden met een maximum van 12 wekdagen per jaar;
- b) afwezigheidsdagen verantwoord door een medisch attest;
- c) afwezigheidsdagen verantwoord door een hospitalisatieattest;
- d) afwezigheidsdagen verantwoord door een rechterlijke beslissing tot plaatsing;

e) afwezigheidsdagen verantwoord zoals vermeld bij artikelen 29 en 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 weekdagen;

f) afwezigheidsdagen verantwoord door een collectief evenement dat de onmogelijkheid met zich meebrengt zich naar het centrum te begeven mits de instemming van de administratie;

g) afwezigheidsdagen in de maand waarin de overeenkomst van persoonlijke prestaties begint of afloopt;

h) afwezigheidsdagen tijdens de weekends en op feestdagen, het weekend loopt van vrijdag 19 uur tot maandag 7 uur en een feestdag loopt van 19 uur in de vooravond tot de dag erop 7 uur;

i) de afwezigheidsdagen tijdens de schoolvakanties voor de gehandicapte persoon die jonger is dan 21 jaar of ouder dan 21 en schoolgaand;

j) de afwezigheidsdagen voor vakantie van de gehandicapte persoon vanaf 21 jaar en niet schoolgaand, ten belope van maximum 24 dagen par jaar;

k) de sluitingsdagen van het centrum die voortkomen uit een overdracht van een wettelijke feestdag;

volgens deze formule : $A - 90\% \text{ van } \frac{(A \times B)}{C}$

waar :

A = de financiële bijdrage voorzien in artikel 53;

B = het aantal afwezigheidsdagen van de maand zoals aangegeven in dit artikel;

C = het aantal dagen van de maand in kwestie.

Onder een afwezigheidsdag wordt iedere afwezigheid van 24 op elkaar volgende uren bedoeld.

§ 2. De gehandicapte persoon die kinderbijslag ontvangt, krijgt een vermindering van 50 % op het bedrag dat in § 1 berekend werd tijdens een gegeven jaar indien het globale belastbaar inkomen van het gezin verminderd met de vrijgestelde bedragen en verhoogd met een mogelijk bijkomend belastbaar inkomen dat op het aanslagbiljet van het gezin vermeld staat voor het voorlaatste jaar lager ligt dan 9.000 €. De gehandicapte persoon heeft geen recht op een korting indien de in overweging genomen persoon die de inkomsten ontvangt eigenaar is van onroerende goederen die niet gebruikt worden als persoonlijke woning of om het even welk ander onroerend goed dat voor beroepsdoeleinden gebruikt wordt.

§ 3. Voor de niet schoolgaande gehandicapte persoon van 21 jaar en ouder wordt het bij § 1 verkregen bedrag verminderd tot het bedrag dat verkregen wordt door het verschil te maken tussen de maandelijks inkomsten en de som van een eventueel alimentatiepensioen, medische, paramedische en farmaceutische kosten verantwoord door een medisch voorschrift en opgenomen in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg voor zover deze betrekking hebben op de prestaties uitgevoerd gedurende een periode van werkelijke aanwezigheid van de gehandicapte persoon in het centrum, van kosten van goederenbeheerder en de financiële bijdragen die verschuldigd zijn omwille van zijn inschrijving in een ander centrum of bij een erkende dienst die door de overheid gesubsidieerd wordt in het kader van bijstand aan gehandicapte personen.

Een minimaal bedrag van 146 € per maand blijft ter beschikking van de gehandicapte persoon. Voor werknemers wordt de som bepaald op een derde van het maandelijks netto salaris, zonder echter lager te zijn dan 191 €.

Art. 55. De gehandicapte persoon die zowel wordt opgevangen in een dagcentrum als in een verblijfcentrum die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie of door een andere overheid draagt enkel bij tot de tenlasteneming in het verblijfcentrum.

Art. 56. § 1. Voor de gehandicapte persoon bedoeld in artikelen 52, § 2 en 54, § 2, geldt dat indien zijn familie een nieuw aanslagbiljet ontvangt, dit onmiddellijk aan het centrum moet meegedeeld worden voor een eventuele herziening van de financiële bijdrage voor het volledige kalenderjaar.

§ 2. Als uitzondering voor de gehandicapte personen bedoeld in de artikelen 52, § 2 en 54, § 2 en indien vastgesteld wordt dat de financiële bijdrage van een gehandicapte persoon niet betaald kan worden ingevolge een wijziging van zijn fiscale toestand zoals de beschikbare inkomsten van het gezin, geeft dit duidelijk recht op een vermindering van de financiële bijdrage en wordt deze laatste toegekend. Deze vermindering wordt niet meer toegekend vanaf het moment dat de reden die er aanleiding toe gaf niet meer bestaat.

§ 3. Indien achterstallige inkomsten gestort worden, dan zal de financiële bijdrage van een persoon gecorrigeerd worden met terugwerkende kracht voor de periode in kwestie en volgens de aanwezigheid in het centrum.

§ 4. De centra maken maandelijks aan de gehandicapte persoon of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger een afrekening over van zijn financiële bijdrage die overeenstemt met de tenlasteneming en de afwezigheden van voorgaande maand.

Voor gehandicapte niet schoolgaande personen die 21 jaar of ouder zijn en die in een verblijfcentrum opgenomen zijn, bevat de afrekening naargelang de persoonlijke situatie :

a) iedere maand : de verkregen inkomsten, de kinderbijslag, de huurgelden, de afbetalingen van hypotheekleningen, de andere financiële bijdragen van de opgenomen persoon, het zakgeld;

b) een keer per trimester : de medische, paramedische en farmaceutische kosten;

c) een keer per jaar : de kosten voor de goederenbeheerder,

overeenkomstig de bepalingen van artikelen 52, § 3 en 54, § 3, van dit besluit.

§ 5. De bewijsstukken van de afrekeningen van de financiële bijdragen worden in het centrum bewaard in het persoonlijk dossier van iedere gehandicapte persoon.

Art. 57. § 1. Er kan geen bijkomende financiële bijdrage gevraagd worden voor het dekken van de kosten voor personeel, werking of opvang of voor activiteiten van de begunstigen.

§ 2. In een verblijfcentrum kan een bijkomende bijdrage gevraagd worden voor zover die niet het voorwerp uitmaakt van een wettelijke of verordenende tussenkomst :

a) het deel van de kosten die ten laste blijven van de persoon voor de verzorging en voor prothesen;

b) specifieke kosten die verbonden zijn aan incontinentie;

c) kosten voor technische bijstand;

d) het deel van de farmaceutische kosten die niet gedekt worden door een tussenkomst voorzien door de Franse Gemeenschapscommissie en met vermindering van de tussenkomst van de verzekeraar;

- e) de kosten voor aankoop van kleding en schoenen, daarbij inbegrepen de herstellingen;
- f) toiletartikels;
- g) toilet- en verzorgingskosten buitenaf.

§ 3. In een dagcentrum kan een bijkomende bijdrage gevraagd worden voor zover die niet het voorwerp uitmaakt van een wettelijke of verordenende tussenkomst :

- a) het deel van de kosten die ten laste blijven van de persoon voor de verzorging en voor prothesen;
- b) specifieke kosten die verbonden zijn aan incontinentie;
- c) kosten voor technische bijstand;

d) het deel van de farmaceutische kosten die niet gedekt worden door een tussenkomst voorzien door de Franse Gemeenschapscommissie en met vermindering van de tussenkomst van de verzekeraar.

Art. 58. In een centrum kunnen bovenop de financiële bijdrage en overeenkomstig de modaliteiten die voorzien zijn in de overeenkomst voor gepersonaliseerde prestaties, de kosten gevorderd worden die werden aangegaan voor de opgevangen persoon en op zijn vraag met betrekking tot comfort, ontplooiingsmogelijkheden of vrijetijdsactiviteiten die geen deel uitmaken van het collectief project.

Art. 59. Binnen de drie maanden die volgen op de datum van verzending van de maandelijkse afrekening bedoeld in artikel 56 van dit besluit, richt het centrum aan de gehandicapte persoon of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger twee geschreven herinneringsbrieven waarvan de laatste aangetekend verstuurd wordt met bericht van ontvangst en kopie voor de administratie.

Art. 60. De verantwoordingsstukken met betrekking tot de financiële bijdragen dienen ingediend te worden bij de administratie op een jaarbasis en uiterlijk op 30 juni van het volgend jaar. De administratie bepaalt er de inhoud van. »

Art. 3. Bij artikel 20 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning en de subsidies van de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 en van 1 april 2004, wordt er een punt 6. ingelast :

« 6. een luik met betrekking tot de financiële bijdragen. »

Art. 4. Bij artikel 71 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 met betrekking tot de erkenning en de subsidies van de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen, zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 en van 1 april 2004, worden de woorden « De bedragen vermeld in de artikelen 44, 46, 49, 51 en 52 » vervangen door de woorden « De bedragen vermeld in artikelen 44, 46, 49, 51, 52 en 53 ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 6. Het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 juli 2005.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 2152

[S - C - 2005/31285]

14 JUILLET 2005. — Arrêté 2005/259 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 3^e, 38 et 64;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004 et 29 avril 2004;

Vu l'avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et à la Santé, donné le 23 mars 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juin 2005;

Vu l'accord de la membre du Collège de la Commission communautaire française chargé du Budget, donné le 17 juin 2005;

Vu l'urgence motivée par le fait que les institutions doivent pouvoir effectuer la facturation des participations financières, étant donné la rétroactivité de l'arrêté au 1^{er} janvier 2005;

Vu l'avis 38.705/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les dispositions en vigueur en 2004 en matière de contributions financières des personnes handicapées à leur prise en charge au sein d'un centre de jour ou d'un centre d'hébergement contiennent des modalités d'application peu sûres sur le plan juridique;

Considérant que ces dispositions risquent de mettre en péril la situation budgétaire du Service bruxellois francophone des personnes handicapées;